

Renaissance de l'Allemagne (15)

Mes Tâches

À la formation du nouveau cabinet du Reich, le Führer m'appela. J'étais déjà président du Reichstag allemand avant ma nomination de ministre du Reich, et, en ma qualité de membre du cabinet, je devais conserver mon ancien poste.

Mais le Führer me confia avant tout le ministère prussien de l'Intérieur, avec ordre de détruire et d'écraser le communisme dans le plus grand pays de l'empire. Il désirait me voir exterminer ce parti traître et destructeur, et remplacer dans l'administration officielle l'idée corruptrice du marxisme bourgeois par l'austère philosophie nationale-socialiste.

Le gouvernement marxiste du socialiste Braun régnait encore en Prusse sur le papier et de jure, cependant depuis le 12 juin, ce gouvernement était en réalité destitué de facto par l'ancien chancelier von Papen et n'avait plus aucun pouvoir. Il ne s'en arrogait pas moins le titre de gouvernement « souverain » de Prusse, et il se vanta de ce titre jusqu'à la fin dans tout son ridicule.

Je devins donc en même temps ministre de l'Intérieur de Prusse et ministre du Reich. Une tâche immense se dressait devant moi. Le ministère de l'Intérieur prussien était depuis longtemps l'un des plus puissants du Reich et des États. C'est de là que Severing et Grzesinski purent mener leur jeu politique et organiser la terreur contre le NSDAP. Ce fut un motif tout particulier de satisfaction pour chaque national-socialiste et surtout pour le simple SA que ce ministère revînt aux mains d'un vieux combattant du mouvement. Car c'est de là qu'étaient partis la persécution et les tourments, tous les ordres et décrets pour les supprimer, les ordres de poursuites brutales contre les défenseurs de la liberté. Or maintenant, le premier février 1933, le victorieux svastika fut hissée au mât principal du ministère de l'Intérieur prussien, sous les applaudissements frénétiques d'une foule de milliers et de milliers d'hommes, devant une garde d'honneur de police, de SS et de Casques d'Acier, avec accompagnement de la marche prussienne de cérémonie !

a) Réorganisation de la police

J'avais pris une lourde responsabilité et un immense champ de travail s'étendait devant moi. Je compris que je ne pouvais utiliser que très peu de ce qui existait déjà et que la majeure partie était à rejeter.

J'estimai qu'il était pour moi de la plus haute importance d'avoir bien en main la police criminelle et la police politique, instruments de puissance. C'est là que j'entrepris en premier lieu l'épuration du personnel.

Je déplaçai 22 chefs de police sur les 32 qui existaient, des centaines d'inspecteurs et des milliers de sergents prirent le même chemin au cours des mois suivants. Des hommes nouveaux furent engagés, qui venaient tous du grand réservoir des troupes de SA et de SS. Ma tâche était d'insuffler à la police un esprit entièrement nouveau. Son rôle était jusqu'ici de servir de bouc émissaire à la république qui l'employait comme instrument de contrainte et qui s'en servait aussi pour décharger les chefs de toute responsabilité sur le dos des petits fonctionnaires, des chefs se trouvant trop lâches pour couvrir au besoin leurs subordonnés. Tout cela maintenant était changé, l'autorité se trouvait à sa vraie place. Au bout de quelques semaines on pouvait déjà constater un changement dans la tenue de la police devenue plus assurée et plus confiante. Des fonctionnaires aigris devenaient peu à peu des officiers et des sergents de valeur. Ils n'avaient pas reçu d'entraînement militaire, mais ils étaient éduqués par les traditionnelles vertus du soldat. On exigeait d'eux la dévotion au devoir, la loyauté, l'obéissance et surtout l'abnégation au service de l'État national-socialiste et de la nouvelle Allemagne. De jeunes officiers éprouvés, qui ne s'étaient pas laissés soumettre par la république au cours des années passées, furent promus à des places qui réclamaient un titulaire qui n'eût pas peur des responsabilités.

Une troupe particulière, la division de police Wecke, fut sélectionnée et équipée avec les meilleures armes permises. Elle formait ainsi l'avant-garde de la nouvelle police. L'ambition des autres escouades en fut stimulée, car elles voulurent prouver qu'elles étaient tout aussi capables de discipline et tout aussi qualifiées pour démontrer que la renaissance du sentiment de l'honneur était un fait accompli.

J'interdis le port du bâton aux officiers et inspecteurs et, plus tard, à toute la police officielle. Mon sentiment d'officier n'admettait pas que la police intervint auprès du public en frappant avec un bâton. Un officier de police a le devoir de n'intervenir qu'en cas d'extrême nécessité et seulement en cas de vie et de mort. Il ne peut employer alors que le revolver, et ne tirer que pour protéger l'Etat ou le peuple.

Quand un policier, jusqu'alors, faisait usage de son revolver dans un cas de légitime défense, il encourait généralement les conséquences d'un procès criminel qui le laissait humilié et puni. Il ne faut donc pas s'étonner si cette police manquait de hardiesse et de courage à intervenir, et si elle utilisait avec colère

le bâton quand elle savait qu'il n'y avait aucun danger à le faire. La police du régime Severing savait parfaitement que nos hommes, n'étant pas armés ne pouvaient tirer sur elle, aussi avait-elle l'audace de les frapper. Il en allait tout autrement avec les communistes. Il lui fallait tenir compte du fait que ceux-ci attaquaient à coups de revolver, comme elle en avait fait l'expérience plus d'une fois des officiers et des policiers avaient été abattus. Mais le gouvernement ne faisait rien pour les protéger. Les communistes, « enfants poitiques » de M. Severing, étaient toujours défendus par leurs amis rouges.

Cela changea de fond en comble.

Je donnai des ordres très stricts et j'exigeai de la police qu'elle se vouât de toute son énergie, sans pitié, à l'extermination des éléments subversifs. À Dortmund, à l'un de mes premiers meetings, je déclarai qu'un seul homme porterait à l'avenir la responsabilité en Prusse, et que cet homme ce serait moi. Quiconque sévit sévèrement contre les ennemis de l'État, quiconque use de son revolver s'il est attaqué, peut être assuré de ma protection. Mais celui qui fuit lâchement les explications, qui ne veut pas avoir vu, qui hésite à faire usage de ses armes, doit être certain que je me passerai immédiatement de ses services.

Je déclarai à des milliers de camarades du peuple que chaque balle qui sortirait d'un canon de revolver de policier serait ma balle. Si on qualifie cela d'assassinat, c'est moi qui suis le meurtrier, car l'ordre vient de moi. Je couvre l'acte de ma personne et je ne crains pas d'en prendre la responsabilité. Aujourd'hui, celui qui voit la police prussienne est incapable de reconnaître en elle la même police que celle de M. Severing. Le noyau, en effet, était excellent.

En quelques mois, il me fut possible de faire de la police criminelle prussienne un instrument donnant à l'État un réel sentiment de sécurité, et à la police criminelle elle-même le fier sentiment d'être la première et la plus forte arme de l'État. Le sens de l'honneur chez les officiers et les hommes fut accru par le changement d'uniforme, qui de laid devint élégant, et par la création de drapeaux d'escouade. Le nouveau serment d'obéissance et de fidélité était devenu pour eux un devoir sacré.

b) Organisation de la police secrète d'État

L'état des choses était pire dans la police politique. Il y avait presque exclusivement ici des hommes de confiance du parti socialiste, des créatures à la solde de M. Severing. Ces hommes composaient le groupement de la division IA, si mal famée, dont je ne pouvais me servir dans une telle situation. Les

pires éléments avaient déjà été expurgés par mon prédécesseur, Bracht, mais il me fallait maintenant faire table rase et m'occuper personnellement durant des semaines de la réorganisation.

Je créai finalement de ma seule initiative le « Département de la Police secrète d'État ». C'est l'instrument si redouté des ennemis de l'État qui obtint dès l'abord ce résultat qu'il ne put plus être question d'un danger communiste ou marxiste en Allemagne comme en Prusse.

Je pris au département de la police secrète d'État les fonctionnaires les plus capables, sans considération d'ancienneté. Je les plaçai sous les ordres d'un jeune fonctionnaire, l'un des plus doués peut-être que j'ai eus. Aujourd'hui encore, je suis plus que jamais convaincu d'avoir su choisir les hommes qu'il fallait. L'œuvre de Diels et de ses hommes restera toujours une page glorieuse dans l'histoire de cette première année de la renaissance allemande. J'étais aidé très activement par les SS et les SA. Jamais, sans leur dévouement et leur concours, je n'aurais pu si vite me rendre maître des ennemis de l'État.

Aujourd'hui j'ai de nouveau réorganisé la police secrète en la soumettant directement à mon commandement. Avec Berlin pour quartier général, et un réseau de ramifications dans la province, je suis chaque jour — on pourrait presque dire chaque heure — renseigné sur tout ce qui se passe dans le grand État prussien. Les derniers refuges des communistes nous sont connus. Ils peuvent encore changer souvent de tactique et changer les noms de leur courrier, ils sont traqués de nouveau quelques jours plus tard, repérés, filés et arrêtés.

Il fallait procéder inhumainement contre ces ennemis de l'État.

Il ne faut pas oublier qu'au moment des élections au Reichstag, il y avait encore officiellement dans le Reich six millions de communistes et huit millions de socialistes marxistes. Ces hommes n'étaient, certes, pas tous des ennemis de l'État. La majeure partie, des millions d'entre eux étaient de braves Allemands induits en erreur par le fantôme de cette folle philosophie et trompés aussi par le manque de tenue et la lâcheté de la classe moyenne. Il n'était que plus urgent de sauver ces âmes de l'erreur et de les ramener au sein de la communauté du peuple allemand. Il n'était que plus nécessaire de sévir contre les séducteurs, les agitateurs et les chefs eux-mêmes.

Les camps de concentration furent créés à cet effet.

Des milliers de fonctionnaires des partis communiste et socialiste y furent envoyés d'abord. Il va sans dire qu'on a commis naturellement au début des excès ; il arriva qu'on punit un innocent, qu'on alla jusqu'à frapper des gens, çà et là, et qu'on commit des excès de brutalité. Mais en considérant la grandeur du moment et tout ce qui l'avait précédé, on peut dire que la révolution allemande pour la Liberté a été la moins sanglante de l'Histoire et la plus disciplinée.

c) La destruction du marxisme et du communisme

Chaque révolution s'accompagne de certains symptômes indésirables et désagréables. Mais on n'a pas le droit de s'agiter, de travailler contre eux quand ils sont peu visibles et quand le but de la révolution a été pleinement atteint, comme ce fut le cas pour la dernière.

Je rejette donc loin de moi le flot des plus infâmes et des plus abjectes calomnies, de ces histoires de cruauté, que propagent des créatures sans honneur et sans patrie, réfugiées à l'étranger. Les Juifs d'Allemagne en propageant ces calomnies ont mieux prouvé que toutes nos attaques et que tous nos discours combien était justifiée notre action défensive contre eux.

Le Juif était ici dans son élément, il pouvait inventer, composer ses récits de cruautés, encore une fois, parce qu'au loin, à l'étranger, il pouvait sans danger vider à flots toute la sanie de son esprit corrompue sur le peuple et le pays qui lui avaient offert l'hospitalité durant des décades. Si le peuple allemand les place donc au même niveau, les Juifs peuvent en remercier leurs frères de race, et envoyer leurs protestations à toutes les organisations juives de l'étranger qui se sont si fortement distinguées dans la campagne des atrocités.

Les Juifs avaient pris dans chaque profession une place démesurée par rapport à leur nombre.

Ils étaient partout les maîtres de la haute finance.

Ils étaient usuriers et corrupteurs sur une vaste échelle.

Ils exploitaient et suçaient le sang de l'Allemagne dans ses veines.

C'est à eux qu'incombe le crime de l'inflation, ils ont étranglé et anéanti leur hôte allemand, économiquement plus faible. Notre chef d'accusation contre les Juifs repose sur le fait qu'ils fournissent en premier lieu des chefs marxistes et communistes, qu'ils occupent les rédactions de journaux à scandales, subversifs et diffamatoires. Ils s'en servaient pour couvrir de leur venin et de leur haine tout ce qui nous a toujours paru sacré, à nous, Allemands. Dans leur cynisme, ils déformaient et ridiculisaient les mots « allemand » et « national », et les conceptions d'honneur, de liberté, de mariage et de fidélité.

Quoi d'étonnant si le peuple allemand fut finalement saisi d'une sainte colère, s'il en eut assez, de laisser jouer plus longtemps à ces parasites, à ces oppresseurs le rôle de maîtres. Seul celui qui a observé les Juifs dans leurs activités en Allemagne et qui connaît leur conduite, peut reconnaître et comprendre qu'il en devait finir ainsi.

La question juive n'est pas encore complètement résolue.

Jusqu'à présent ce qui s'est passé n'était que légitime défense du peuple. C'était une réaction contre la destruction, la ruine et le procédé corrompteur de la race juive. À ce point de vue, la révolution a été parfaitement ordonnée ; sans effusion de sang, elle a détruit ce qui était vieux et pourri en aidant à naître ce qui était nouveau et pur.

La police secrète avait beaucoup contribué au succès de cette révolution.

Elle aida aussi à consolider nos conquêtes.

Le grand incendie qui devait détruire la haute coupole et la salle du Reichstag éclata au milieu de ce travail de reconstruction.

Le feu a été allumé par des mains criminelles.

On avait mis le feu au Reichstag allemand pour donner au communisme moribond, par ce signal, l'ordre d'une dernière attaque désespérée avant que le gouvernement ne fût installé. Le feu était pour le parti communiste le signal de l'établissement de la terreur, de la révolte générale et de la guerre civile. Si cet incendie n'eut pas les résultats attendus, ce ne fut pas grâce aux nobles motifs communistes, mais bien à Adolf Hitler et à ses compagnons de combat dont la force et la volonté de fer repoussèrent l'ennemi du premier coup et l'anéantirent une fois pour toutes, plus vite qu'il ne l'avait calculé et plus durement qu'il ne l'avait soupçonné.

Quand je donnai l'ordre d'arrêter 4000 fonctionnaires communistes dans la nuit, je savais que le communisme, à l'aube, aurait perdu une grande bataille. Mais nous avions pour devoir d'informer le peuple du grand danger qui l'avait menacé. Il était possible de voir ainsi le fond des plus secrètes intentions du communisme, de ses organisations et de ses buts.

Nous pouvions voir maintenant quels moyens criminels et peu scrupuleux ces créatures inhumaines avaient l'intention d'employer afin de détruire un peuple brave et un fier Empire. Il m'a été reproché d'avoir publié, comme ordres communistes de guerre civile, de vieilles instructions. Pense-t-on réellement qu'un ordre soit moins dangereux parce qu'il est donné depuis des années. Pense-t-on réellement que l'incendie du Reichstag comportât des circonstances atténuantes pour avoir été arrêté par les communistes dans un plan conçu plusieurs années à l'avance. Quand si souvent aujourd'hui des politiciens bourgeois me demandent si cet acte défensif à outrance était d'une réelle nécessité, je ne peux que répondre avec étonnement et avec mépris:

« Oui, lâche bourgeois de la classe moyenne, si vous n'avez plus rien à craindre aujourd'hui du danger communiste, si vous êtes passés à côté de la terreur et si vous avez échappé à l'horreur de la révolution communiste, ce n'est point parce que vous existiez, vous et vos pareils, mais bien parce qu'il y avait eu des hommes pour reconnaître le danger et l'écarter tandis que vous vous pavaniez en dilettantes dans les salons bolchévistes. »

Quand on me reproche d'autre part d'avoir fait moi-même mettre le feu au Reichstag pour avoir sous la main un prétexte contre le communisme, je ne peux que repousser l'accusation comme grotesque et ridicule. Je n'avais pas besoin de preuves particulières pour sévir contre le communisme. Le bilan de leur compte était si chargé, leurs crimes si épouvantables, que j'avais déjà pris la décision de commencer la guerre contre cette peste par tous les moyens dont je disposais. Cet incendie du Reichstag, comme je l'ai dit au procès, m'était plutôt désagréable, au contraire, car il me forçait à agir plus tôt que je n'aurais voulu, et à entrer en campagne avant d'avoir terminé mon plan de combat. Il est hors de doute pour moi que le parti communiste avait inspiré l'incendiaire et élaboré son plan. Il dut y avoir plusieurs

exécutants. Le plus bête et le plus malhabile d'entre eux se laissa prendre. Mais les personnages essentiels n'étaient pas ici les incendiaires. Les vrais criminels envers le peuple allemand, les destructeurs de la culture allemande, sont les pères spirituels de cette tragédie et ses animateurs secrets.

d) Premier ministre de Prusse

Il devint bientôt absolument nécessaire que je prisse la charge de premier ministre à côté de celle de ministre de l'Intérieur de Prusse. Je n'occupai cette position que pour accomplir la tâche que je m'étais assigné, soit exterminer les idées subversives, écarter les partis de la classe moyenne, établir un ordre nouveau. C'est pourquoi je tranchai la ridicule question de gouvernement « souverain » de Prusse. Je décidai donc M. von Papen, comme il avait été convenu par ailleurs entre nous, à démissionner de son poste de premier ministre de Prusse afin que le Führer puisse m'investir à sa place. Il ne m'était possible de mener à bonne fin les réformes nécessaires qu'en renforçant ma position de ministre de l'Intérieur de Prusse par l'autorité de celle de président des ministres du même État.

Cette position était maintenant beaucoup plus importante, plus décisive et plus forte que par le passé où ce n'était qu'une figure parlementaire unique bonne à donner des directives politiques générales. Elle prenait maintenant une autorité sans restrictions. J'étais responsable de tout ce qui se passait dans l'État prussien depuis que le chancelier avait fait passer la loi nommant un « Stadthalter » ou président du ministère de Prusse en m'en conférant les droits. Ce fut par un télégramme particulièrement chaleureux de mon Führer, lors de mon séjour à Rome, que je reçus ma nomination :

« À dater de ce jour — 10 avril — je vous nomme président du ministère de Prusse. Je vous prie de bien vouloir entrer en fonctions le 20 avril à Berlin. Je suis heureux de pouvoir vous donner ici cette preuve de ma gratitude pour les services rendus au peuple allemand depuis dix ans au cours desquels vous avez combattu dans notre mouvement pour la régénération de l'Allemagne. Je vous remercie également d'avoir mené à bien la révolution nationale en qualité de commissaire du ministère de Prusse. Je vous remercie par-dessus tout de la fidélité avec laquelle Vous avez uni votre destin au mien. »

Hitler en me nommant avait voulu prouver sa confiance en moi. Je tenais en main la destinée de la Prusse et j'avais conscience que j'étais capable de prendre part, de ce poste si important pour le Reich, à l'immense œuvre reconstructrice d'Adolf Hitler. La Prusse avait depuis toujours une mission et une responsabilité qui dépassaient le pays proprement dit : la solution de la question allemande. Les lois prussiennes prédominaient souvent dans les autres pays allemands sous la souveraineté du Reich

nouvellement créé et de son chancelier. Aussi tenais-je à appliquer au plus vite en Prusse nos principes nationaux-socialistes. Cela devint possible avec la création de l'État totalitaire, c'est-à-dire par la victoire décisive du NSDAP qui restait la seule et unique organisation politique en Allemagne et par les pleins pouvoirs que je reçus de mon Führer. C'est avec joie que je pris la responsabilité de transformer la Prusse pourrie par le mauvais gouvernement marxiste en un nouvel État inspiré des traditions de Frédéric le Grand.

La Diète fut immédiatement abolie et je la remplaçai par le Conseil d'État prussien. J'appelai pour constituer ce Conseil d'État des hommes qui s'étaient distingués dans le Parti ou dans la SA par leur haute position ou par des capacités particulières en différents domaines. Leur tâche consistait à m'aider de leur avis, à étudier des projets de lois, à m'apporter des suggestions et à maintenir les relations vitales entre le gouvernement et le peuple.

Mais le Conseil d'État n'a pas d'autre activité. Il ne peut prendre de décisions et de responsabilités. Le président des ministres porte seul cette responsabilité et aucune commission ne peut l'en relever. Le principe de direction était introduit dans sa forme la plus pure et exécuté au même instant, en contact étroit avec le peuple. Nous pouvions dire fièrement que nous avons accompli un travail réellement grand, surtout quand il s'agissait de reconstruire dans tous les domaines.

Les premières semaines, j'étais debout chaque nuit dans mon cabinet de travail du ministère de l'Intérieur de Prusse, jusqu'à deux, trois et quatre heures. Je déménageai plus tard, pour le ministère d'État. Des domaines spéciaux furent encore placés sous ma direction ; par exemple les théâtres de l'État et de la ville, qui étaient complètement ruinés et qu'il fallait réorganiser entièrement. Ce fut un travail qui demanda beaucoup de temps et des nerfs solides. J'ai toujours porté aux Eaux et Forêts un très grand intérêt. J'étais inspecteur des plus grandes forêts d'Allemagne, celles de l'État prussien. Là aussi j'ai voulu frayer de nouveaux chemins et je créai, sous mon contrôle direct, les lois et les bases nécessaires.

C'était vraiment à une vie active et remplie que le Führer m'avait appelé. J'étais président du Reichstag, président du ministère prussien, ministre de l'Intérieur prussien, au surplus, national-socialiste actif, je continuais à tenir des meetings pour conserver le contact avec le peuple. Les tâches furent souvent accablantes, mais elles donnaient de la force et me stimulaient extrêmement. Mais ce qui me dominait, c'était le bonheur de servir la Patrie à l'une des places les plus importantes, d'être soutenu par la merveilleuse confiance du Führer, et, ce qu'il y a de plus beau peut-être pour un homme, d'être appelé à réorganiser et à développer une activité créatrice.

e) L'Aviation

C'est certainement en ma qualité d'ancien aviateur que me fut encore confié un autre champ de travail. Le Chancelier comprit clairement que l'aviation civile avait une grande importance. Aussi la détacha-t-il du ministère des transports en créant un nouveau ministère de l'air, indépendant, à la tête duquel le Führer me plaça. Il me chargea de veiller à ce que le transport aérien allemand devint le meilleur et le plus sûr du monde, à ce que le commerce aérien allemand prenne une importance nouvelle, et, avant tout, à ce que l'aviation allemande, brimée par le traité de Versailles, reprenne sa place dans les cadres de l'aviation sportive.

Ce qui existait déjà ne valait pas grand-chose. Sauf quelques avions de commerce modernes, c'étaient en général de vieux modèles. Il s'agissait donc, ici aussi, de se sacrifier à sa tâche de toutes ses forces.

Il me semblait absolument nécessaire de persuader les autres puissances que l'Allemagne devait pour le moins avoir droit à une flotte défensive. Entourée de puissances armées à outrance, l'Allemagne était absolument sans défense, ne possédant aucun avion de chasse, aucune machine d'observation, et se trouvait à la merci des autres puissances. On avait bien laissé à l'Allemagne une petite marine et une petite force pour la défense du pays. Mais que signifie la défense horizontale et marine d'un pays quand l'adversaire pense l'attaquer verticalement ? Aucun soldat français, aucun bateau de guerre n'aurait besoin de marcher contre l'Allemagne ; les forces aériennes militaires de France, de Pologne, de Belgique, de Tchécoslovaquie et d'autres pays pourraient sans aucun risque survoler l'Allemagne, détruire au moyen de bombes des villes et des villages allemands en pleine prospérité, mutiler et tuer des innocents.

Où demeure alors l'égalité des droits ?

Où demeure seulement le moindre droit de défense ?

Où demeurent encore les dernières traces de la morale des peuples, de la conscience internationale et de la civilisation européenne dont on a tant parlé ?

Jamais en aucun stade de toutes les conférences, nous n'avons exigé d'avions d'attaques ou de machines de bombardement. Nous ne voulions que nous défendre, avoir des machines de défense contre toute attaque aérienne, des avions de chasse contre les escadres de bombardement ennemis.

Pourquoi nous le refusait-on ?

Si, comme on le prétendait, on n'avait pas d'intentions agressives contre l'Allemagne, pourquoi lui refuser une défense ?

Pourquoi fallait-il que l'Allemagne ne possédât aucun canon anti-aérien ?

Il était naturel de soupçonner qu'on avait l'intention de tomber à un moment donné sur l'Allemagne sans risque et sans danger, en attaquant par en haut. Il faut éclairer le monde sur ce fait que la petite armée et la petite flotte accordées à la grande Allemagne pour sa sécurité n'étaient qu'un bluff tant que la ligne verticale restait à découvert et indéfendable. Il était donc de mon devoir d'élever la voix pour obtenir l'égalité des droits et de la sécurité pour l'Allemagne.

Hermann Göring, Renaissance de l'Allemagne, Fernand Sorlot, Paris, 1939.